

Des partenariats renouvelés pour des solutions concrètes en faveur de la mise en œuvre du

Au cours de la période couverte du Programme d'Action d'Istanbul (PAI) (2011-2020), des avancées majeures ont été réalisées par les PMA dans plusieurs domaines tels que l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), l'énergie durable, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes et la gouvernance. L'accès à Internet dans les PMA est passé de moins de 5% en 2011 à 19% en 2019. L'accès à l'électricité dans les PMA a considérablement augmenté, passant de 35% en 2011 à 52% en 2018. 16 PMA sont à différents stades de voie de redressement. Toutefois, les progrès sont inégaux du PMA à l'autre. Il reste des lacunes critiques où les PMA ont partiellement ou pas atteint les objectifs fixés par le PAI. Malgré les progrès réalisés en voie de redressement, les PMA sont confrontés à des défis importants pour assurer une voie de redressement durable et inéversible.

Au cours de la décennie du PAI, les PMA ont tiré parti de la coopération Sud-Sud pour promouvoir le commerce, mobiliser le financement du développement, améliorer les infrastructures, entreprendre des transferts technologiques et renforcer le capital humain. Les accords régionaux de coopération et de commerce initiés par le Sud, tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) signée en 2019, devaient stimuler le commerce intra-régional et aider les PMA à progresser dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Au plus fort de la pandémie de COVID-19, les partenaires du Sud ont intensifié leur soutien aux PMA en leur fournissant des vaccins, des produits thérapeutiques et des équipements médicaux indispensables, en renforçant la capacité des systèmes de santé publique dans les PMA et en améliorant la distribution et la capacité de production locale des vaccins. En outre, les banques de développement dirigées par le Sud ont apporté un soutien critique en matière de liquidités aux PMA pour faire face aux impacts socio-économiques de la pandémie.

La cinquième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA5) se déroule dans des circonstances sans précédent, les PMA étant aux prises avec des crises en cascade et des défis géopolitiques mondiaux entrecroisés. La pandémie de COVID-19 a eu des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs sur les PMA. À l'heure actuelle, les niveaux de dette sont insoutenables, l'augmentation des coûts énergétiques, l'insécurité alimentaire extrême et les handicaps structurels persistent compromettant les efforts des PMA pour se remettre de la pandémie.

Plus que jamais, les PMA ont besoin d'un soutien renforcé, ciblé et adapté de la part de la communauté internationale et de tous les partenaires afin de se remettre rapidement de la pandémie et de renforcer leur résistance aux chocs futurs.

Le Programme d'action de Doha adapté en 2022 représente une nouvelle génération de partenariats mondiaux fondés sur des engagements renouvelés et renforcés de la part des PMA et de leurs partenaires de développement pour sortir de la pandémie, renforcer la résilience et accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le Programme d'action de Doha appelle en particulier à des moyens de mise en œuvre ambitieux et à plus grande échelle, en favorisant une coalition aussi large que possible de partenariats multipartites.

Le Programme d'action de Doha accorde six domaines d'action clés et un ensemble d'objectifs et de cibles ambitieux pour les PMA afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD.

La réunion ministérielle sur la coopération Sud-Sud -- 'Des partenariats renouvelés pour des solutions concrètes à l'appui de la mise en œuvre du Programme d'action de Doha' a pour but de forger de nouveaux partenariats et de proposer des solutions concrètes, innovantes et réalisables à l'appui des résultats du Programme d'action de Doha, grâce à la participation multilatérale du Sud et des partenaires de développement.

La réunion est organisée par l'OHRLS, l'État du Qatar (pays organisateur) et le Malawi (président des FMA) en collaboration avec le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud.

Cette réunion verra la participation des ministres de FMA ainsi que des pays du Sud, des partenaires de développement, des représentants de haut niveau du système des Nations unies, des banques de développement et des institutions financières multilatérales et régionales, du secteur privé et des ONG. L'interprétation en Arabe, Anglais et Français sera fournie.